

TUNIS, LE CAIRE : LA RÉVOLUTION ARABE ET SES ORIGINES NUMÉRIQUES

Yves Gonzalez-Quijano

Depuis les événements de Tunisie, et avec plus de vigueur encore après ceux de la place Tahrir, les tamtams médiatiques célèbrent la « révolution numérique » arabe. Avec la libération de Wael Ghonim, jeune directeur *marketing* de Google pour la région MENA (Middle-East Nord-Africa) devenu l'icône¹ d'un mouvement de protestation qui a provoqué la chute du président Moubarak, l'affaire est entendue : il s'agit bien, au choix, d'une « révolution 2.0 » ou encore d'une « révolution Facebook ». La révolte à Bahreïn, où le taux de pénétration d'internet est parmi les plus élevés du monde arabe (52%), aurait dû conforter ce modèle s'il n'y avait eu le déclenchement d'une sévère répression, confortée par l'entrée de troupes essentiellement saoudiennes à la mi-mars. Quant aux soulèvements au Yémen et en Libye, il apparaît bien difficile à première vue de seulement songer à les imputer aux réseaux sociaux numériques... Si ce n'est que les médias électroniques, en particulier dans le cas yéménite,² y jouent depuis plusieurs années un rôle important, même s'il est souvent ignoré. Enfin, derrière inconnue en date, la question syrienne où le pouvoir, détenu depuis dix ans par un homme dont la première fonction publique fut d'être le président de la Société syrienne d'informatique, s'est longtemps illustré par une sévère répression de toute expression sur Internet³ et imagine désormais de répondre aux demandes de réforme en redonnant l'accès à des réseaux sociaux inaccessibles depuis plusieurs années... Dans l'immédiat, toutes sortes de commentaires chantent aujourd'hui les pouvoirs libérateurs du numérique, et d'une manière si naïve qu'il en devient tentant de répondre à ces discours enflammés par des analyses parfois outrageusement sceptiques.⁴ Internet, Facebook, ou encore Twitter : au-delà des effets de mode et des mots qui servent désormais de totems à toute une tribu de commentateurs soudain émerveillés par les vertus démocratiques des peuples arabes, les actuelles révolutions arabes ont-elles, de fait, des racines numériques ?

¹ « Wael Ghonim, nouvelle icône de la révolution égyptienne », *Le Monde*, 9 février 2011, sur http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/02/09/wael-ghonim-nouvelle-icone-de-la-revolution-egyptienne_1477199_3218.html [Consulté le 22 avril février 2011]; avec des extraits vidéo d'entretiens sur la chaîne égyptienne Dream.

² Patrice Chevalier (2009). Informer au Yémen, les journalistes du Net, in Yves Gonzalez-Quijano et Touriya Guagybess (Eds.). *Les Arabes parlent aux Arabes*. Paris : Sindbad, p. 209-223, sur http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/34/76/39/PDF/Chevalier_Informer_au_Yemen_les_journalistes_du_net.pdf [Consulté le 22 avril février 2011].

³ Yves Gonzalez-Quijano (2006). Les sites d'information en ligne dans l'espace public syrien in Yves Gonzalez-Quijano et Christophe Varin (eds.). *La société de l'information au Proche-Orient*. Beyrouth, Université Saint-Joseph, p. 69-94, sur <http://www.cemam.usj.edu.lb/sipo/files/publications.htm#ouvragesipo> [Consulté le 22 avril février 2011].

⁴ Evgeny Morozov (2011). *The Net Delusion. How Not to Liberate the World*. London : Allen Lane.

Une révolution... Au moins dans les esprits !

D'emblée, il convient de souligner qu'il est imprudent, dans le cas tunisien comme dans l'égyptien, de parler de révolution alors que le cycle des événements ouverts par la chute des dirigeants de ces deux pays est loin d'être refermé. Certes, Zine El Abidine Ben Ali, d'un côté, et Hosni Moubarak, de l'autre, ont abandonné le pouvoir aujourd'hui occupé par des instances en principe transitoires. Mais la question de la nature du régime à venir, et de l'éventuelle pérennité, sous une forme plus ou moins aménagée, des anciennes structures, reste posée. En d'autres termes, on ne sait pas encore s'il s'agit d'une *révolution*, au vrai sens du mot, ou d'une manière de coup d'Etat, de révolution de palais si l'on préfère. L'actualité récente confirme l'acuité d'une telle question puisque, à Tunis, la rue a dû faire pression pour obtenir le remplacement d'un Premier ministre considéré trop proche de l'ancien régime, tandis qu'un référendum, au Caire, limitait l'étendue de la réforme de la Constitution.

Dès lors qu'on s'interroge sur le rôle joué par les techniques de communication modernes d'une manière générale — car le rôle des télévisions satellitaires ne doit pas être sous-estimé comme on le verra —, et sur celui des technologies associées à internet en particulier, cette interrogation sur la véritable nature des transformations politiques n'est pas seulement rhétorique. En effet, il faudrait déjà en savoir davantage sur la formule politique qui sera finalement adoptée dans ces deux pays pour évaluer la nature proprement révolutionnaire de changements que les flux numériques d'information ont probablement contribué à rendre possible. Et si tant est que le véritable défi de la période à venir est bien celui de la pérennisation du changement dans les sociétés arabes, cela signifie, par rapport à la perspective ici adoptée, que la question posée est bien celle du rôle joué par les TIC au sein des nouvelles générations de ces « natifs du numérique » qui ont fait la révolution, non seulement vis-à-vis de la chute des anciens pouvoirs, mais également par rapport à la mise en place, une fois passée la phase révolutionnaire, de pratiques démocratiques pérennes.

Il reste que pour la plupart des observateurs s'accordent à reconnaître la part importante des « nouveaux médias » dans le succès des mobilisations populaires arabes. Il faut, bien entendu, évaluer de manière plus précise ce rôle, autour de phases particulières, de fonctions différentes, de supports variables. Ainsi, tout en possédant à l'évidence nombre de traits communs, les expériences tunisienne et égyptienne restent assez différentes au regard du rôle des réseaux sociaux : de l'avis de nombre des acteurs concernés, autant Facebook a été essentiel lors de ladite « révolution de jasmin », autant c'est bien à Twitter que les occupants de la place Tahrir doivent d'avoir mis en échec la répression policière. Il n'empêche que l'on prend dorénavant au sérieux une affirmation qui, il y a quelques années à peine, suscitait bien des sourires. Non seulement parce que nombreux étaient ceux qui considéraient que l'hypothèse d'un impact des nouvelles technologies de la communication sur les réalités politiques relevait de la politique fiction, mais plus encore parce que le sens commun avait beaucoup de

mal à se faire à l'idée que de tels développements puissent concerner, dans un avenir plus ou moins proche, les sociétés du monde arabe.

À l'évidence, les événements qui peuvent ouvrir une nouvelle phase dans l'histoire de cette région ont déjà profondément modifié le regard que le monde extérieur, et les pays européens en particulier, portent sur ces populations. À l'image de ce « mur de la peur » que les manifestants du monde arabe ont su briser pour faire aboutir leurs revendications en dépit d'appareils répressifs particulièrement brutaux, Tunisiens et Égyptiens, quelle que soit la destinée de leurs mobilisations, auront déjà réussi à briser le mur des représentations toutes faites, en vertu desquelles ils semblaient condamnés, pour longtemps encore, à rester en dehors de l'histoire et en marge des processus démocratiques. Sans présager encore une fois de l'issue de leur combat, les manifestants tunisiens et arabes ont prouvé l'affligeante sottise de prétendues analyses postulant l'incompatibilité de la « culture arabo-musulmane » et de la modernité. Après tant de rapports dissertant savamment sur « l'absence totale de la moindre manifestation d'une révolution de l'information en cours dans le monde arabe⁵ », un tel changement de perspective est bon à prendre pour tous ceux qui se sont efforcés, depuis nombre d'années, de faire valoir d'autres lectures, en soulignant au contraire la vitalité de sociétés de plus en plus rapidement et massivement gagnées par « l'acculturation au numérique⁶ ». Désormais, on a même envie d'aller plus loin en s'associant aux réflexions d'un Georges Corm pour affirmer que « la rue arabe sert de modèle au Nord⁷ », y compris pour ce qui est de la compréhension de la « cyberpolitique ». On imagine spontanément que les changements sociaux et politiques liés à l'essor des TIC concernent au premier chef les sociétés postindustrielles ; deux pays du monde arabe nous rappellent aujourd'hui que l'innovation politique peut surgir des périphéries. Voilà bien une vraie révolution dans les esprits !

Tunis, le Caire : l'impossible endiguement des médias numériques

Méconnu il y a peu encore, le dynamisme des techniques numériques dans le monde arabe est d'autant plus frappant que cet essor a été tardif, pour toutes sortes de raisons. Il y avait bien entendu des causes politiques, et l'on a d'ailleurs bien (trop) souvent souligné le rôle négatif joué par des régimes autoritaires de la région, sans prendre en compte le fait que nombre d'entre eux — la

⁵ Parmi bien d'autres, voir par exemple le rapport publié par Grey E. Burkhardt et Susan Older (2003). *The Information Revolution in the Middle East and North Africa*. Santa Monica, California : Rand Foundation.

⁶ L'expression « acculturation au numérique » a été forgée par l'historien du livre Roger Chartier (1990). *Les Origines culturelles de la Révolution française*. Paris : Le Seuil. Pour un examen de la situation au Proche-Orient, cf. Yves Gonzalez-Quijano et Christophe Varin (eds.) (2006). *La société de l'information au Proche-Orient. Internet au Liban et en Syrie*. Beyrouth : Presses de l'Université Saint-Joseph, sur <http://www.cemam.usj.edu.lb/sipo/files/publications.htm> [Consulté le 22 avril février 2011].

⁷ Georges Corm (2011). « Quand la rue arabe sert de modèle au Nord », *Le Monde*, 11 février 2011, sur http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/02/11/quand-la-rue-arabe-sert-de-modele-au-nord_1478635_3232.html [Consulté le 22 avril février 2011].

Tunisie et l'Égypte singulièrement ! — avaient aussi lancé d'importantes initiatives pour l'incitation au développement des nouvelles économies du savoir. Mais il y avait aussi des obstacles financiers et sans doute plus encore techniques. Or, précisément au début du XXI^e siècle, quand ont été mises en place les données technique du Web 2.0, ils ont fini par être levés, assez rapidement en définitive, grâce à différentes avancées dans le domaine de l'adaptation et de la portabilité des applications, sans parler de la diminution de leurs coûts.⁸ Restaient les pesanteurs éducatives — ou même « culturelles » pour ceux qui croient à une identité musulmane ontologiquement rétive à la technique et au progrès... Celles qui auraient pu freiner la pénétration d'internet, en raison par exemple des réticences à « bousculer » les codes d'une langue en partie figée, dans sa pratique écrite, par son statut symbolique notamment dans le domaine religieux, n'ont en réalité guère pesé. Au contraire, tandis que la dissémination des usages circulait dans un réseau de pus en plus *user-friendly*, on a assisté à une explosion de l'« arabisation » de l'internet, tantôt par l'utilisation de codes linguistiques innovants tels que l'*arabizi*,⁹ mais plus souvent encore par l'utilisation de modalités linguistiques inspirées des langages parlés et en principe socialement refusées dans les usages écrits de l'arabe.

Avec l'entrée de l'Arabie saoudite sur le réseau mondial à la fin du XXe siècle, un palier décisif a été franchi ; sur le plan économique sans doute, grâce à l'entrée sur le réseau mondial d'un acteur particulièrement important en termes de consommation et de potentiel financier, mais plus encore peut-être en raison de la « victoire » symbolique que constituait au niveau arabe la reconnaissance de fait, par une puissance régionale réputée particulièrement conservatrice, de l'inélectabilité du passage au numérique. Depuis cette date, le monde arabe aura été traversé en l'espace d'une décennie par trois grandes vagues numériques : la première, plutôt institutionnelle, a été surtout portée par la presse durant la seconde moitié des années 1990 ; plus tard est venue celle des blogs, puis celle des réseaux sociaux de type Facebook, toutes deux étroitement associées aux premières protestations sociales utilisant les ressources internet, notamment en Égypte.¹⁰ Une évolution foudroyante dont on peut saisir l'importance à travers une statistique récente¹¹ indiquant, il y a quelques mois à peine, que les utilisateurs arabes de Face-

⁸ Yves Gonzalez-Quijano (2002). « La révolution de l'information aura-t-elle lieu ? Les enjeux des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans le monde arabe », *Politique étrangère*, 1, p. 135-148, sur http://www.ifri.org/files/politique_etrangere/PE_102_Gonzalez_Quijano.pdf [Consulté le 22 avril février 2011].

⁹ Yves Gonzalez-Quijano (2009). « Arabizi : Maren, Ta3reeb et Cie. La révolution des signes », *Culture et politique arabes*, 13 juillet 2009, sur <http://cpa.hypotheses.org/1152> [Consulté le 22 avril février 2011].

¹⁰ Yves Gonzalez-Quijano (2011). « Internet en Égypte : une redéfinition du champ politique », *Culture et politique arabes*, 23 février 2011, sur <http://cpa.hypotheses.org/2533> [Consulté le 22 avril février 2011].

¹¹ Carrington Malin (2010). « 15 Million MENA Facebook Users », *Spoton*, 24 mai 2010, sur <http://www.spotonpr.com/mena-facebook-demographics/> [Consulté le 22 avril février 2011]. Plus encore qu'ailleurs peut-être, les données statistiques sur les usages du numérique dans le monde arabe

book étaient désormais plus nombreux que les lecteurs de la presse quotidienne (sous sa forme imprimée, bien entendu !)

Comme partout ailleurs, la jeunesse arabe est particulièrement attirée par les nouveaux moyens de communication. Toutefois, dans la mesure où ces pays n'ont pour la plupart effectué leur transition démographique que récemment (65% des Arabes ont ainsi moins de 25 ans, ce qui en fait la population la plus jeune du monde, note ainsi Alain Gresh qui rappelle également que près d'un million et demi d'Égyptiens auront fêté leurs vingt ans en 2010¹²), les conséquences sociales et politiques de la très rapide dissémination des TIC sont plus spectaculaires encore. Surtout dans le contexte très particulier de l'histoire récente de la région, marquée par d'importantes mutations socioéconomiques (urbanisation, scolarisation, dénationalisations, globalisation et même « néocolonisation »...) qui rendent douloureuses toutes les inévitables *transitions*, la numérique tout autant que la démocratique, l'une et l'autre ayant pour particularité de mettre à mal les ressorts sociaux d'une indispensable *transmission* entre les générations.

Même s'il est plus facile de le dire aujourd'hui qu'hier, on retrouve donc bien dans les sociétés arabes contemporaines tous les ingrédients d'une déflagration pour laquelle on considère que les nouvelles conditions de la production et de la circulation de l'information ont pu jouer le rôle de mèche... Alors que l'histoire de ces événements assez extraordinaires — au sens étymologique du terme au moins — est loin d'être écrite, on peut malgré tout proposer quelques pistes d'interprétation, en commençant par un rappel, probablement nécessaire lorsqu'on n'est pas familier de la scène numérique arabe. Chacune à sa manière, la Tunisie de Ben Ali et l'Égypte de Moubarak représentaient, il y a peu encore, l'excellence locale en matière de répression des nouvelles technologies ; l'une et l'autre illustraient en quelque sorte le savoir-faire arabe vis-à-vis de la gestion des menaces de déstabilisation que des pouvoirs autoritaires peuvent associer aux échanges sur internet ! Hôte improbable, tant elle s'était déjà engagée sur la voie d'une répression toujours plus grande des médias anciens et nouveaux, du Sommet mondial sur la société de l'information en 2005, la Tunisie de Ben Ali fut également, dès 1991, le premier pays africain connecté au réseau des réseaux. Quant à l'Égypte de Moubarak, premier pays arabe à se doter, en 1999, d'un ministère de la Communication et des technologies de l'information, la publication régulière de rapports officiels, par exemple sur la blogosphère locale,¹³ montre, s'il en était besoin, que

méritent d'être appréciées surtout comme de simples indications. En Syrie par exemple, où il est pourtant resté officiellement inaccessible entre 2007 et début février 2011, Facebook n'en compte pas moins des centaines de milliers d'utilisateurs, à commencer par le président Bachar el-Assad qui possède sa page officielle.

¹² Alain Gresh (2011). « Les cent clés du Proche-Orient », *Nouvelles d'Orient*, 29 mars 2011, sur <http://blog.mondediplo.net/2011-03-29-Les-cent-cles-du-Proche-Orient> [Consulté le 22 avril février 2011]. Sur ces questions, voir Emmanuel Todd et Youssef Courbage (2007). *Le rendez-vous des civilisations*. Paris : Le Seuil.

¹³ Markaz al-ma'lûmât wa da'm ittikhâdh al-qarâr (2008). *Al-mudawwanât al-misriyya: fadhâ' ijtimâ'î jadîd* ['Les blogs égyptiens : un nouvel espace social'], III/17. Le Caire : Markaz al-ma'lûmât wa da'm ittikhâdh al-

le pouvoir égyptien avait pleine conscience de leurs enjeux politiques.

Dans ces deux pays, un système de surveillance sophistiqué avait été progressivement mis en place, impliquant d'importants investissements en personnels spécialisés dans une cybercriminalité réduite à ses seuls aspects sécuritaires. Suite à l'achat des plus récentes technologies de filtrage, généralement développées par des sociétés américaines, la dissidence sur internet semblait devoir être mise au pas, alors qu'elle avait pu sembler prendre de vitesse les régimes en place, notamment à l'occasion de l'appel à la grève générale en Egypte, le 8 avril 2008. En Tunisie, Facebook, dont les autorités n'avaient sans doute pas totalement perçu le pouvoir mobilisateur, restait, après la fermeture de YouTube et de Dailymotion, le seul réseau social à échapper (partiellement) à la censure, à un moment où des observateurs s'inquiétaient pour les activistes locaux des progrès d'une censure en apparence paradoxalement de plus en plus efficace en dépit du soutien affiché par nombres de puissances, Etats-Unis en tête, à la dissidence cybernétique.¹⁴

En conséquence, si les mobilisations en Tunisie et en Egypte ont pu aboutir au résultat que l'on sait, ce n'est donc pas seulement du seul fait de la toute-puissance du seul internet, et encore moins de celle des réseaux sociaux. Au contraire, et c'est une leçon d'importance, ce qui frappe, dans les deux cas, c'est l'intrication, de plus en plus serrée, des supports et des réseaux, des logiciels et des standards, et en définitive des langages et des usages. S'il est une illustration parlante de phénomènes en partie inattendus de *convergence* dans l'univers strictement numérique, c'est bien les passerelles développées à la hâte par les sociétés Google et Twitter pour permettre aux Egyptiens d'échanger des micro-messages via le réseau téléphonique traditionnel. Mais tout aussi parlant, et sans doute plus efficace en termes d'information et de capacité mobilisatrice (en tout cas dans le contexte actuel) est le maillage réalisé par une chaîne telle qu'Al-Jazeera entre ses ressources traditionnelles en tant que canal d'information satellitaire et les nouveaux flux numériques des réseaux sociaux (vidéos d'amateurs et micro-messages notamment). Sur un modèle en définitive adopté par tous les organes « classiques » d'information, oublieux de leurs préventions contre les *inputs* de sources non professionnelles, l'occupation de la place Tahrir au Caire, plus encore que les affrontements dans les rues de Tunis, a montré qu'il y a désormais une telle fluidité dans les flux d'information qu'il est vain d'espérer les endiguer, y compris, comme l'ont tenté les autorités égyptiennes en ajoutant à la censure ordinaire et même aux attaques contre les représentants des organes de presse présumés hostiles la fermeture quasi totale, et de toute manière rapidement intenable, de l'ensemble du système de communication national (coupure d'internet et des

qarâr, sur www.idsc.gov.eg [Consulté le 23 avril février 2011].

¹⁴ Sami Ben Gharbia (2010). « The Internet Freedom Fallacy and the Arab Digital Activism », *Sami-bengharbia.com*, 17 septembre 2010, sur <http://samibengharbia.com/2010/09/17/the-internet-freedom-fallacy-and-the-arab-digital-activism/> [Consulté le 23 avril février 2011].

réseaux de téléphone portable au plus fort des protestations). Malgré tout, et quel que soit le très réel développement des réseaux sociaux (les usagers tunisiens de Facebook représenteraient 18% de la population totale...), le point central de la nébuleuse informationnelle, au moins pour la grande masse des acteurs capables d'être mobilisés pour créer des rapports de force sur le terrain, c'est encore la télévision et, au sein du paysage numérique actuel, Al-Jazeera.

Les TIC, accélérateur des (r)évolutions sociales

Dans les événements qui ont eu pour théâtre les rues de Tunisie et d'Égypte, plus d'un indice signale le rôle qu'ont pu jouer dans la séquence des événements les TIC en général, et les réseaux sociaux en particulier. Néanmoins, et même si elles semblent parlantes, des expressions comme « révolution Facebook », ou « Twitter » sont probablement malheureuses et même trompeuses. Tout d'abord parce que les révolutions, comme se sont plu à le rappeler certains sceptiques, ne se font pas sur les écrans des portables, quels que soient leurs formats, mais bien dans la rue, là où se mesure, très physiquement, l'affrontement entre des forces antagonistes. Mais également, et de manière un peu plus subtile, parce que la raréfaction, et par moment même la quasi disparition des flux d'information, à commencer sur internet, n'ont pas empêché la montée en puissance des mobilisations qui ont fini par emporter les dirigeants tunisien et égyptien. Un argument auxquels on peut toutefois répondre en reprenant la métaphore de la mèche, décisive dans un premier temps — celui de la construction par les médias numériques d'une mobilisation —, mais par la suite inutile dès lors qu'a pris l'incendie de l'insurrection généralisée¹⁵...

Avec une telle argumentation, on continue cependant à se situer au sein du champ politique, entendu au sens le plus étroit du terme, alors qu'on peut imaginer que les conséquences de la diffusion dans le corps social des technologies numériques se font sentir différemment. C'est également le cas de la plupart des analyses, par exemple à propos de la blogosphère arabe, dans la mesure où ces analyses interrogent le rôle mobilisateur des TIC en fonction des représentations traditionnelles du politique, lui-même appréhendé à partir de grilles d'analyse bien connues. Inévitablement, en découpant de cette manière le champ de la culture politique numérique, on prend le risque d'ignorer tout ce qui ne se moule pas dans les modèles éprouvés, tout ce qui dessine au contraire des configurations inédites. D'ailleurs, si les événements de Tunisie et d'Égypte ont constitué, y compris pour les acteurs eux-mêmes d'ailleurs, une telle surprise, n'est-ce pas précisément le signe que les anciens outils de perception et d'analyse sont incapables de nous aider à lire les signes de la nouvelle culture de protestation numérique ?

Parler de « contagion démocratique » dans les sociétés arabes — expres-

¹⁵ Martin Lessard (2011). « Internet et l'Égypte : qui contrôle qui ? », *OWNI*, 11 février 2011, sur <http://owni.fr/2011/02/11/internet-et-legypte-qui-controle-qui/> [Consulté le 23 avril février 2011].

sion par ailleurs exécrable — pour décrire les mobilisations en cours n'apporte pas grand chose sur le plan heuristique. La soudaineté des bouleversements qui semblent devoir continuer à se produire en divers points du monde arabe (voire islamique si l'on pense à l'Iran) incite naturellement à postuler que ces différentes scènes politiques, par ailleurs tellement différentes (quels points communs entre le petit émirat de Bahreïn par exemple et l'Algérie de Bouteflika ?) sont «travaillées» par les mêmes facteurs. Parmi ceux-ci, figurent les nouveaux flux numériques. Sans doute, mais rien de plus. En effet, pour arriver à mieux penser les conséquences politiques de l'intensification des communications numériques, et des TIC en général, il faut peut-être commencer à ne pas en faire le point focal de la réflexion pour considérer au contraire qu'elles ne sont qu'un élément parmi d'autres dans l'enchaînement des causalités qui ont provoqué les récents événements en Tunisie et en Egypte. Plutôt qu'un passe-partout capable d'ouvrir toutes les portes des bouleversements en cours, l'essor d'internet et de ses différentes applications ne serait qu'une clé dans un trousseau qui en comporte bien d'autres telles que les progrès de l'éducation, l'urbanisation galopante de populations majoritairement très jeunes ou encore l'accélération de la diffusion de références culturelles exogènes...

Même si les réseaux sociaux ont connu une croissance exponentielle dans les sociétés arabes, ils ne semblent pas, aujourd'hui en tout cas, en mesure de concurrencer des médias plus classiques tels que la télévision. En revanche, ils s'y associent toujours davantage en créant une situation inédite, tant sur le plan des contenus véhiculés que des circulations des flux et de leur contrôle. Plus importantes — à moyen terme pensait-on jusqu'alors mais les événements actuels nous indiquent que les échéances ne sont peut-être pas si lointaines... — apparaissent désormais les conséquences sociales et politiques de l'utilisation massive par les jeunes classes arabes des TIC. Ces technologies favorisent en effet, en particulier dans la sphère des relations à l'Autre et à l'autorité politique, religieuse, familiale, des attitudes, des représentations, des pratiques toujours plus autonomes et individualisées qui rendent à l'évidence aujourd'hui impossible ou presque le maintien des anciennes formes de légitimité.

En dépit du flot de commentaires suscités par les soulèvements populaires en Tunisie et en Egypte (ou bien justement à cause de cet enthousiasme un peu suspect après tant d'années d'aveuglement), il faut décidément se garder de saluer trop vite la caractère quasiment « magique » de bouleversements survenus par la grâce des seules technologies numériques. Sans nul doute, les révolutions arabes en cours sont bien l'oeuvre d'une « génération internet », pour laquelle le passage au politique est indissociable des technologies numériques ; toutefois, gloser sur la *Facebook Revolution* comme on l'a fait bien souvent à la suite des propos de Wael Ghoneim est d'évidence très réducteur, non seulement du seul point de vue du régime de la communication mais également par rapport toutes sortes d'autres facteurs. Pour comprendre la place qu'occupent les nouvelles technologies dans les bouleversements politiques que connaît aujourd'hui le monde arabe,

il faut plutôt se tourner vers une autre période marquée, elle aussi, par d'importantes ruptures sur le plan des pratiques de communication. Car après tout, ce n'est pas faire injure aux « natifs du numérique » arabes que de les comparer à ceux qui, vers la fin du XVIII^e siècle, mirent fin à l'Ancien Régime pour fonder les premières démocraties modernes. Paraphrasant la formule de l'historien Roger Chartier¹⁶ s'interrogeant sur le rôle joué par l'imprimé dans les mutations de croyance et de sensibilité qui rendirent possible la destruction aussi rapide et aussi totale de l'ancien ordre social et politique, on suggérera par conséquent d'évoquer davantage les *origines culturelles numériques* de ce qui, à la suite des expériences tunisienne et égyptienne, marquera peut-être le début de la Révolution arabe.

Yves Gonzalez-Quijano est aussi chercheur à l'Institut Français du Proche-Orient. Il enseigne la littérature arabe moderne et contemporaine (département d'études arabes, université Lumière Lyon 2) et la sociologie politique de la culture arabe contemporaine (IEP de Lyon).

BIOGRAFÍA DEL AUTOR

Yves Gonzalez-Quijano es profesor de literatura árabe moderna y contemporánea en la Universidad Lumière Lyon 2 y de sociología política de la cultura árabe contemporánea (IEP de Lyon). Investigador en el Institut français du Proche-Orient, es especialista en política y cultura, información y comunicación en el mundo árabe moderno y contemporáneo. Junto a una docena de traducciones de obras literarias contemporáneas — principalmente en Actes Sud - Sindbad, donde fue director de la colección (1990-2000) —, también ha participado en diversos programas de investigación y publicado en el campo de literatura árabe moderna. Entre sus publicaciones más recientes, destacar: *Les Arabes parlent aux Arabes. La révolution de l'information arabe* (2009) y *La société de l'information au Proche-Orient. Internet au Liban et en Syrie* (2006); y en revistas como *Middle Eastern Literatures* (2010), *Panoramiques* (2004), *Maghreb-Machrek* (2003-2004), *Foreign Policy* o *Politique étrangère* (2002). Actualmente lleva a cabo un proyecto on-line donde analiza la cultura y política árabe actual «Culture et politique arabes», accesible en <http://cpa.hypotheses.org/>

RÉSUMÉ

Depuis la chute des présidents Ben Ali et Moubarak, de nombreux commentaires soulignent le rôle joué par les réseaux sociaux dans la révolution arabe. Si l'on ne peut que se réjouir de voir enfin reconnue l'importance de la "révolution de l'information" que connaît le monde arabe, il convient de ne pas surestimer le rôle des TIC qui s'inscrivent dans un continuum médiatique où les médias de masse "traditionnels", les télévisions satellitaires notamment, gardent toute leur impor-

¹⁶

Roger Chartier (1990). *Les Origines culturelles de la Révolution française*. Paris : Le Seuil.

tance. Et pour comprendre comment elles ont pu être un accélérateur des changements politiques qui aurait bien, par conséquent, des "origines culturelles numériques", il faut aussi sortir du registre politique traditionnel pour appréhender les effets, dans l'espace social public, des mutations suscitées au niveau individuel par des techniques qui modifient en profondeur le rapport à l'autorité.

MOTS CLES

Révolution arabe, TIC, réseaux sociaux, révolution de l'information, médias.

RESUMEN

Desde la caída de los presidentes Ben Ali y Mubarak, muchos comentarios subrayan el papel que han desempeñado las redes sociales en la revolución árabe. Aunque no podemos más que sentirnos complacidos de que por fin se reconozca la importancia de la «revolución de la información» que está conociendo el mundo árabe, es conveniente no sobreestimar el papel de las TIC, que se inscriben en una continuidad mediática en la que los medios «tradicionales» de comunicación de masas, en especial los canales de televisión por satélite, siguen teniendo una gran importancia. Y para comprender de qué modo han podido actuar como catalizador de los cambios políticos que por ende tendrían efectivamente «orígenes culturales digitales», hay que salirse del registro político tradicional para aprehender los efectos, en el espacio social público, de unas mutaciones en el ámbito individual suscitadas por técnicas que modifican profundamente la relación con la autoridad.

PALABRAS CLAVE

Revolución árabe, TIC, redes sociales, revolución de la información, medios de comunicación.

ABSTRACT

Since the fall of Presidents Ben Ali and Mubarak, many commentators have pointed to the role that social networks have played in the Arab revolution. Although we are pleased, to say the least, that the importance of the «information revolution» being experienced by the Arab world is finally gaining recognition, we must not underestimate the role of the ICTs and their constant presence in the media: the «traditional» mass media, particularly television and satellite channels, continues to be highly important. In order to understand to what extent these ICTs have been able to act as catalysts of political change, with effectively «digital cultural origins», we must move away from the register of traditional politics to get an idea of the effects in public and social spaces of certain transformations within individual spheres brought about by techniques that profoundly change relationships with authority.

KEYWORDS

Arab revolution, ICT, social networks, information revolution, the media.

الملخص

كثيرة هي التحليلات التي شدّدت بعد سقوط الرئيسين بن علي و مبارك على الدور الذي لعبته الشبكات الإجتماعية في الثورة العربية. و مع أنه يسرنا كثيرا الاعتراف أخيرا بأهمية «ثورة المعلومات» التي بدأ يعرفها العالم العربي، فإنه من المستحسن عدم تضخيم دور تكنولوجيا المعلومات و الإتصالات التي تندرج في سياق أداء إعلامي لازالت تؤدي فيه وسائل الإعلام الجماهيري «التقليدية»، مثل الفضائيات، دورا بالغ الأهمية. و لكي نفهم الكيفية التي استطاعت من خلالها أداء دور المحفّز للتغييرات السياسية التي قد تكون لها فعلا، في نهاية المطاف، «جذور ثقافية رقمية»، يجب الخروج من النسق السياسي التقليدي لفهم الآثار المترتبة داخل الفضاء الإجتماعي العام عن التحولات التي تحدث في المجال الفردي، و الناتجة عن تقنيات تُغيّر العلاقة بالسلطة بشكل عميق.

الكلمات المفتاحية

الثورة العربية، تكنولوجيا المعلومات و الإتصالات، ثورة المعلومات، وسائل الإعلام.